

## VERTALING

N. 2002 — 2950

[C — 2002/29415]

**17 JULI 2002. — Décret tot wijziging van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en de regenten (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** De eerste zin van het tweede lid van artikel 20 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en de regenten wordt vervangen door de volgende bepaling : "Vanaf het tweede jaar superviseren meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren die de pedagogische vorming of de disciplinaire vorming genoten hebben, iedere student middels minstens één bezoek per stageweek, waarbij diegenen die instaan voor de pedagogische vorming jaarlijks de helft van de bezoeken voor hun rekening nemen en de anderen die instaan voor de disciplinaire vorming de andere helft voor hun rekening nemen. Deze verhouding geldt enkel voor het minimum aantal bezoeken. De hogeschool is geheel vrij om desgevallend een student te laten genieten van een hoger aantal bezoeken dan dit minimum. »

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

Zitting 2001-2002

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 289-1. — Amendementen in de commissie, nr. 289-2 — Verslag, nr. 289-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.



F. 2002 — 2951

[C — 2002/29414]

**17 JUILLET 2002. — Décret définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux institutions universitaires qui organisent des études de 2<sup>e</sup> cycle, aux hautes écoles comprenant une catégorie économique comportant des études de type long et aux établissements d'enseignement de promotion sociale qui délivrent le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° CAPAES : le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur.

2° Formation du CAPAES : formation à caractère théorique et formation à caractère pratique dispensées aux candidats au CAPAES par les responsables de la formation.

3° Responsables de la formation : les institutions et les établissements figurant à l'article 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE 2. — *Les compétences des enseignants*

**Art. 3.** La Communauté française pour les établissements qu'elle organise et tout pouvoir organisateur poursuivent comme objectif dans l'organisation du CAPAES d'amener les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, qui s'y inscrivent à développer les compétences suivantes, énumérées ci-dessous sans hiérarchie entre elles :

1. Promouvoir la réussite des étudiants notamment par la prise en compte de la diversité des parcours.
2. Faire face aux devoirs et aux dilemmes éthiques de la profession.
3. Travailler en équipe pluridisciplinaire en partageant la responsabilité collective de la formation.
4. Construire avec les étudiants un contexte relationnel propice à l'apprentissage.
5. Ancrer les contenus et les démarches dans la réalité professionnelle visée par la formation.
6. Accompagner les étudiants dans leurs apprentissages tant théoriques que pratiques ainsi que dans la construction de leur projet professionnel.
7. Planifier le cours et concevoir des dispositifs d'enseignement appropriés aux adultes.
8. Maîtriser et utiliser les outils d'évaluation des apprentissages adaptés à l'enseignement dispensé et pouvoir répondre de ses choix.
9. Maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires et s'impliquer dans leur construction.
10. Entretenir un rapport critique et autonome avec le savoir relatif à sa discipline et avec la recherche en éducation.
11. Porter un regard réflexif et interdisciplinaire sur ses connaissances scientifiques et son enseignement.
12. Actualiser ses connaissances et ses pratiques.
13. S'inscrire dans une politique de gestion de la qualité de l'enseignement.
14. Etre un partenaire actif dans l'organisation et le développement de son institution.

CHAPITRE 3. — *L'organisation générale et les contenus du CAPAES*

**Art. 4.** Le programme du CAPAES se compose de trois parties qui sont mises en œuvre simultanément.

La première partie est constituée d'une formation à caractère théorique de 120 heures.

La deuxième partie est constituée d'une formation à caractère pratique de 90 heures.

La troisième partie est constituée de l'élaboration et du dépôt d'un dossier professionnel. Le dossier est constitué par une production écrite personnelle dans laquelle le candidat au CAPAES analyse son parcours professionnel au sein de la haute école dans laquelle il fonctionne ou il a fonctionné et fait la preuve d'un exercice dans son domaine d'expertise et dans sa pratique d'enseignement.

Ce travail est étayé par une série de productions témoignant de cet exercice, notamment :

- des productions individuelles ou collectives à caractère pédagogique et de recherche (syllabus, publications...);
- des documents relatifs à des activités scientifiques;
- la preuve d'une participation active à des séminaires, colloques, stages, programmes européens, formations (certifiées ou non) dans les domaines scientifique et pédagogique;
- la description et l'évaluation d'innovations pédagogiques mises en place;
- l'inventaire des interventions (autre l'enseignement) effectuées dans le cadre des missions définies à l'article 4, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ci-après le décret du 5 août 1995 : formation continuée, recherche appliquée, services à la collectivité notamment par une collaboration avec le monde éducatif, social, économique et culturel.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La formation à caractère théorique comprend trois axes de contenus : un axe socio-politique de 30 heures, un axe psycho-relationnel de 30 heures et un axe pédagogique de 60 heures.

§ 2. Dans l'axe socio-politique sont notamment abordés les contenus suivants :

1. Sociologie de l'éducation.
2. Analyse de l'institution d'enseignement et de ses acteurs.
3. Approche théorique de la diversité culturelle.
4. Politiques de l'éducation.
5. Réflexion éthique sur la profession.

§ 3. Dans l'axe psycho-relationnel sont notamment abordés les contenus suivants :

1. Socio-psychologie du jeune adulte et de l'adulte.
2. Techniques de gestion de groupes dans et autour de la classe.
3. Les relations interpersonnelles dans un contexte d'apprentissage.

§ 4. Dans l'axe pédagogique sont notamment abordés les contenus suivants :

1. Etude des processus d'enseignement et d'apprentissage adaptés à l'enseignement supérieur en ce compris l'utilisation pédagogique des technologies.
2. Facteurs de motivation et d'engagement dans l'enseignement supérieur.
3. Evaluation des apprentissages.
4. Démarches d'évaluation de la qualité de l'enseignement.
5. Initiation à la recherche en sciences de l'éducation et à ses méthodes.
6. Approche pédagogique du savoir scientifique : dimensions didactique, interdisciplinaire et épistémologique.
7. Réflexions sur l'identité professionnelle en lien avec la constitution du dossier de l'enseignant.

§ 5. Complémentairement aux dérogations prévues aux articles 24 et 25 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, ci-après le décret du 5 septembre 1994, et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité, pour les candidats au CAPAES qui possèdent un titre pédagogique figurant à l'article 9, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ci-après le décret du 8 février 1999, le volume de la formation à caractère théorique est réduit à 60 heures.

Les contenus dont ne sont pas dispensés les candidats mentionnés à l'alinéa précédent sont spécifiques à la formation des enseignants de l'Enseignement supérieur. Ils sont clairement identifiés dans le programme de formation présenté par le responsable de la formation.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La formation à caractère pratique, organisée et encadrée par le responsable de la formation, comprend trois axes de contenus : un axe d'accompagnement de la pratique, un axe d'analyse des pratiques et un axe de développement professionnel.

§ 2. L'accompagnement de la pratique du candidat au CAPAES pendant une partie de ses prestations fait intervenir une équipe d'enseignants de la haute école dans laquelle celui-ci est en fonction, intitulée équipe d'accompagnement.

La haute école est tenue d'assurer l'accompagnement de la pratique défini à l'alinéa précédent pour les membres de son personnel qui sont inscrits à la formation du CAPAES.

La haute école dans laquelle le candidat au CAPAES est en fonction et le responsable de la formation définissent ensemble la fonction de l'équipe d'accompagnement et en informent le candidat au CAPAES.

L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de la haute école, qui se sont portés volontaires pour assumer cette fonction et qui ont été agréés par le Conseil d'administration ou l'organe de gestion de la haute école, sur avis du Conseil pédagogique.

La haute école peut, avec l'accord de ses autorités, intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre haute école, dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 92 du décret du 5 août 1995.

§ 3. L'axe d'analyse des pratiques vise à faire acquérir des compétences pédagogiques pendant l'exercice de la profession.

§ 4. L'axe de développement professionnel permet de rencontrer les spécificités de différents domaines de l'enseignement supérieur.

§ 5. Complémentairement aux dérogations prévues aux articles 24 et 25 du décret du 5 septembre 1994 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité, pour les candidats au CAPAES qui possèdent un titre pédagogique figurant à l'article 9, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 8 février 1999, le volume de la formation à caractère pratique est réduit à 20 heures.

Les contenus dont ne sont pas dispensés les candidats mentionnés à l'alinéa précédent sont spécifiques à la formation des enseignants de l'enseignement supérieur. Ils sont clairement identifiés dans le programme de formation présenté par le responsable de la formation.

**Art. 7.** La formation du CAPAES est évaluée par le responsable de la formation.

Avant l'évaluation de la formation à caractère pratique, le responsable de la formation prend l'avis des membres de l'équipe d'accompagnement.

Ils déterminent ensemble le moment où intervient l'évaluation de la formation à caractère pratique.

L'évaluation de la formation du CAPAES est sanctionnée par une attestation de réussite qui n'est pas assortie d'un grade.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission externe interréseaux intitulée Commission CAPAES.

La Commission CAPAES est chargée d'examiner le dossier professionnel déposé par les candidats ayant obtenu une attestation de réussite de la formation et d'attribuer le CAPAES.

Le CAPAES est homologué par le Gouvernement.

§ 2. La Commission CAPAES est composée de représentants de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, de membres effectifs et de membres suppléants représentant les réseaux d'enseignement tels que définis à l'article 50 du décret du 5 août 1995, les organisations syndicales qui siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II et le responsable de la formation. Elle comporte aussi des experts ayant une compétence dans la spécialité du candidat, proposés par le Conseil général des hautes écoles.

Le Gouvernement détermine la composition de la Commission CAPAES.

§ 3. La Commission CAPAES est présidée par le Directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué. Le Directeur général adjoint de l'enseignement non obligatoire ou son délégué en assure la vice-présidence.

Le Président, le Vice-Président, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans, renouvelable.

Le mandat du Président, du Vice-Président et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours.

La Commission CAPAES est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, titulaires du grade d'attaché.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

§ 4. La Commission CAPAES délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président ou du Vice-Président en l'absence du Président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le Président et invite son suppléant à siéger.

La Commission CAPAES établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités relatives à l'introduction des dossiers par les candidats au CAPAES, à leur gestion et à la transmission des décisions.

Tout candidat au CAPAES qui introduit son dossier professionnel auprès de la Commission CAPAES peut être entendu par ladite commission, si cette dernière en exprime le souhait.

Dans un délai fixé par le Gouvernement, suivant la date de réception du dossier professionnel d'un candidat au CAPAES, la Commission CAPAES est tenue :

— soit de soumettre à l'homologation du Gouvernement une décision motivée d'attribution du CAPAES;

— soit d'avertir le candidat qu'elle envisage de ne pas lui attribuer le CAPAES en motivant sa position. Le candidat dispose alors d'un délai fixé par le Gouvernement pour introduire une réclamation auprès de la Commission CAPAES. Dans ce cas, la Commission est tenue d'informer le Gouvernement de sa décision motivée dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les délais prévus au présent paragraphe sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

§ 6. Le candidat au CAPAES qui s'est vu refuser l'attribution du CAPAES par la Commission CAPAES peut introduire un nouveau dossier dans un délai fixé par le Gouvernement.

**Art. 9.** Au terme de leurs études, les nouveaux détenteurs du CAPAES prononcent ou signent le serment de Socrate aux termes duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de tous les étudiants qui leur seront confiés. La mention de cet engagement est apposée sur leur certificat.

#### CHAPITRE 4. — *L'organisation pratique du CAPAES*

**Art. 10.** Nul ne peut s'inscrire à la formation du CAPAES s'il n'est détenteur d'un titre académique autorisant son recrutement, dans une haute école, dans une fonction de maître de formation pratique, de maître assistant ou de chargé de cours et s'il n'exerce pas une de ces fonctions.

Les candidats au CAPAES sont autorisés à répartir la formation du CAPAES sur plusieurs années académiques.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les institutions universitaires qui organisent des études de 2<sup>e</sup> cycle, les hautes écoles comprenant une catégorie économique comportant des études de type long et les établissements d'enseignement de promotion sociale qui délivrent le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française sont habilités à dispenser la formation du CAPAES.

Les diplômés d'un 2<sup>e</sup> cycle universitaire s'inscrivent à la formation du CAPAES dans une institution universitaire habilitée à organiser les études de 2<sup>e</sup> cycle qu'ils ont effectuées.

Les diplômés d'un 2<sup>e</sup> cycle de la catégorie économique de type long d'une haute école s'inscrivent à la formation du CAPAES dans une haute école habilitée à organiser les études de 2<sup>e</sup> cycle qu'ils ont effectuées.

Toutefois, ils ne sont pas autorisés à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par la haute école dans laquelle ils enseignent. Dans ce cas, ils s'inscrivent à la formation du CAPAES dans une autre haute école habilitée à organiser les études de 2<sup>e</sup> cycle qu'ils ont effectuées ou dans une institution universitaire habilitée à organiser les études de 2<sup>e</sup> cycle en sciences économiques pour les titulaires d'un diplôme de licencié en sciences commerciales ou d'ingénieur commercial, les études de 2<sup>e</sup> cycle en sciences politiques pour les titulaires d'un diplôme de licencié en sciences administratives.

Les autres candidats au CAPAES s'inscrivent à la formation du CAPAES dans un établissement d'enseignement de promotion sociale qui délivre le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Un candidat au CAPAES porteur d'un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle délivré par une institution universitaire ou par la catégorie économique de type long d'une haute école peut obtenir une dérogation l'autorisant à acquérir la formation théorique ou pratique du CAPAES dans un établissement d'enseignement de promotion sociale qui délivre le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur. La demande motivée est introduite auprès du ministre de l'enseignement supérieur qui accorde la dérogation.

§ 2. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée dans une institution universitaire ou dans une haute école et du droit d'inscription aux examens, est agné sur celui de l'agrégation.

Le candidat au CAPAES qui répartit sa formation sur plusieurs années académiques ne doit payer qu'une seule fois un droit d'inscription à la formation du CAPAES.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de l'article 9 du décret du 5 septembre 1994 précité, pour assurer les enseignements, les institutions universitaires qui organisent la formation du CAPAES peuvent établir des collaborations avec d'autres institutions universitaires. Dans le respect de l'article 20 du décret du 5 septembre 1994, pour assurer les enseignements, les institutions universitaires qui organisent la formation du CAPAES peuvent établir des collaborations avec des hautes écoles.

Ces collaborations donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération explicites entre les institutions, soumises à l'agrégation du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'agrégation des conventions de coopération.

§ 2. Dans le respect des articles 30 et 92 du décret du 5 août 1995, pour assurer les enseignements, les départements économiques de type long des hautes écoles qui organisent la formation du CAPAES peuvent établir des collaborations avec des institutions universitaires ou avec des hautes écoles.

Ces collaborations donnent lieu à l'établissement d'accords de collaboration explicites entre les institutions, soumis à l'agrément du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'agrément des accords de collaboration.

§ 3. Dans le respect de l'article 114 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, pour assurer les enseignements, les établissements d'enseignement de promotion sociale qui organisent la formation du CAPAES peuvent établir des collaborations avec d'autres établissements d'enseignement.

Ces collaborations donnent lieu à l'établissement de conventions explicites entre les institutions, soumises à l'agrément du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'agrément des conventions.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions complémentaires et finales*

**Art. 13.** Dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, la modification suivante est apportée :

A l'article 4, modifié par le décret du 14 juillet 1997, au 2<sup>e</sup> tiret, les mots « la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes Ecoles » sont ajoutés entre le mot « notamment » et les mots « les recyclages ».

**Art. 14.** A l'article 15 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les décrets du 30 juin 1998 et du 8 février 2001, il est ajouté un 9<sup>e</sup> libellé comme suit : « 9<sup>e</sup> Groupe I : les études relatives à la formation du CAPAES organisées dans l'enseignement de type long de la catégorie visée à l'article 12, 3<sup>e</sup>, du présent décret. »

**Art. 15.** Dans l'article 16 du même décret, modifié par les décrets du 31 mai 1997 et du 8 février 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1. au 1<sup>o</sup>, il est ajouté un point *i*) libellé comme suit : « *i*) Groupe I : 0,5 point »;

2. il est ajouté un 5<sup>o</sup> libellé comme suit :

« 5<sup>o</sup> Les étudiants correspondant au Groupe I pris en compte pour le financement sont ceux qui ont réussi la formation du CAPAES lors de l'année académique précédant l'année budgétaire concernée. »

**Art. 16.** Dans le décret du 5 août 1995 précité, la modification suivante est apportée :

A l'article 21bis, modifié par les décrets du 9 septembre 1996, du 17 juillet 1998 et du 8 février 2001, il est ajouté un alinéa 4 rédigé comme suit : « Par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa, les études en vue de l'obtention de l'attestation de réussite de la formation du CAPAES organisées dans l'enseignement supérieur économique de type long comportent des activités d'enseignement dont le nombre d'heures est fixé conformément au décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et ses conditions d'obtention. »

**Art. 17.** Dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des Institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> A l'article 28, modifié par les décrets du 14 juillet 1997 et du 1<sup>er</sup> octobre 1998, le 5<sup>o</sup> est complété par les mots « et la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur ».

2<sup>o</sup> A l'alinéa 2 du même article, les mots « supérieur ni la formation du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur » sont ajoutés entre les mots « l'agrégation de l'enseignement secondaire » et les mots « visée par le groupe E ». Le mot « visée » est remplacé par le mot « visées ».

**Art. 18.** L'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les décrets des 12 décembre 2000 et 20 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le membre du personnel visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception des maîtres assistants chargés de la gestion administrative et juridique et des maîtres assistants chargés de la gestion financière et comptable, doit être porteur du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, défini par le décret du 17 juillet 2002. »

**Art. 19.** Dans l'article 46 du même décret, modifié par les décrets du 31 mai 1999 et 20 juillet 2000, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'article 9, § 2, les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours en fonction dans une haute école comme temporaires entre le 1<sup>er</sup> février 1999 et le 1<sup>er</sup> septembre 2002 sont réputés satisfaire aux conditions de titres requis pour être nommés ou engagés à titre définitif s'ils sont porteurs d'un des titres pédagogiques suivants : le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire, le diplôme d'instituteur(trice) primaire, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, l'agrégation de l'enseignement supérieur, le certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitudes pédagogiques, le certificat de cours normaux techniques moyens ou le diplôme d'aptitudes pédagogiques. »

*Section 3. — Entrée en vigueur*

**Art. 20.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

---

Note

(1) Session 2001-2002 :

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 290-1. — Amendements de commission, n° 290-2. — Rapport, n° 290-3.  
*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 2002.

---

VERTALING

N. 2002 — 2951

[C — 2002/29414]

**17 JULI 2002. — Decreet tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en definities**

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de universitaire instellingen die studies van de tweede cyclus organiseren, op de hogescholen die een economische categorie omvatten met studies van het lange type, en op de instellingen voor onderwijs voor sociale promotie die het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreiken aan de houders van een diploma van het hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° GPBHO : het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs.

2° vorming van het GPBHO : theoretische vorming en praktische vorming die aan de kandidaten voor het GPBHO worden verstrekt door de verantwoordelijken voor de vorming.

3° verantwoordelijken voor de vorming : de instellingen en inrichtingen die in artikel 1 worden vermeld.

**HOOFDSTUK 2. — De bevoegdheden van de leerkrachten**

**Art. 3.** De Franse Gemeenschap, voor de instellingen die ze organiseert, en elke inrichtende macht, hebben, bij de organisatie van het GPBHO, tot doel de leermeesters praktische vorming, de meesterassistenten en de docenten die in een hogeschool geworven zijn en zich daar inschrijven, ertoe te brengen de volgende bevoegdheden te ontwikkelen, die hierna, niet in hiërarchische volgorde, opgesomd zijn :

1. Het succes van de studies van de studenten bevorderen, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met de verscheidenheid van de studierichtingen en de gevallen.

2. Beantwoorden aan de plichten en ethische dilemma's van het beroep.

3. Met een multidisciplinaire ploeg werken, waarbij de collectieve verantwoordelijkheid van de vorming wordt gedeeld.

4. Met de studenten betrekkingen tot stand brengen die bevorderlijk zijn voor de leertijd.

5. De inhoud en de methode laten overeenstemmen met de realiteit van het beroep bedoeld bij de vorming.

6. Studenten begeleiden zowel bij de theoretische als bij de praktische vorming alsook bij het opbouwen van hun beroepsproject.

7. De cursus plannen en onderwijsbepalingen vaststellen die aan de volwassenen aangepast zijn.

8. De instrumenten voor de evaluatie van de aan het verstrekte onderwijs aangepaste leerprocessen beheersen en aanwenden, en zijn keuzen kunnen verantwoorden.

9. De disciplinaire en interdisciplinaire kennis bezitten en deelnemen aan het opbouwen ervan.

10. Een kritische en autonome houding aannemen ten opzichte van de kennis betreffende zijn vak en ten opzichte van het onderzoek op het gebied van onderwijs.

11. Een bezinnende en interdisciplinaire blik werpen op zijn wetenschappelijke kennis en op de manier waarop het onderwijs wordt verstrekt.
12. Zijn kennis en praktijk bijwerken.
13. Deelnemen aan een beleid dat de kwaliteit van het onderwijs wil beheren.
14. Een actieve partner zijn bij de organisatie en de ontwikkeling van zijn instelling.

HOOFDSTUK 3. — *De algemene organisatie en de inhoud van het GPBHO*

**Art. 4.** Het programma van het GPBHO bestaat uit drie delen die simultaan worden toegepast.

Het eerste deel is een theoretische vorming die 120 uren telt.

Het tweede deel is een praktische vorming die 90 uren telt.

Het derde deel is het opmaken en neerleggen van een beroepsdossier. Het dossier bestaat in een persoonlijke schriftelijke productie waarin de kandidaat voor het GPBHO zijn beroepsloopbaan ontleedt binnen de hogeschool waar hij werkt of gewerkt heeft, en het bewijs levert dat hij een activiteit heeft uitgeoefend op het gebied waarvoor hij deskundig is en in zijn onderwijspraktijk.

Dat werk wordt gestaaft met en reeks producties die het bewijs van die uitoefening leveren, inzonderheid :

- individuele of collectieve producties van pedagogische aard die betrekking hebben op onderzoek (syllabus, publicaties...);
- documenten betreffende wetenschappelijke activiteiten;
- het bewijs van een actieve deelneming aan seminaries, colloquia, stages, Europese programma's, (al dan niet bekrachtigde) vormingen op het gebied van wetenschap en pedagogie;
- de beschrijving en de evaluatie van ingevoerde pedagogische nieuwigheden;
- de inventaris van de opdrachten (naast onderwijs) uitgeoefend in het kader van de opdrachten bepaald in artikel 4, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, hierna « het decreet van 5 augustus 1995 » genoemd: voortgezette vorming, toegepast onderzoek, dienstverlening aan de gemeenschap, met name door samenwerking met het onderwijs-, sociaal, economisch en cultureel milieu.

**Art. 5.** § 1. De theoretische vorming omvat drie delen op het vlak van de inhoud : een sociaal-politiek deel van 30 uren, een psychorelationeel deel van 30 uren en een pedagogisch deel van 60 uren.

§ 2. Het sociaal-politiek deel omvat onder meer de volgende inhoudsonderdelen :

1. Onderwijssociologie.
2. Analyse van de onderwijsinstelling en de personen die daar werkzaam zijn.
3. Theoretische benadering van de culturele verscheidenheid.
4. Beleid inzake onderwijs.
5. Ethisch nadenken over het beroep.

§ 3. Het psychorelationeel deel omvat onder meer de volgende inhoudsonderdelen :

1. Sociopsychologie van de jonge volwassene en van de volwassene.
2. Technieken voor groepenbeheer in en rondom de klas.
3. De betrekkingen tussen de personen in een leercontext.

§ 4. Het pedagogisch deel omvat onder meer de volgende inhoudsonderdelen :

1. Studie van de onderwijs- en leerprocessen aangepast aan het hoger onderwijs, met inbegrip van de pedagogische aanwending van de technologie.
2. Elementen die aan de basis liggen van motivatie en engagement in het hoger onderwijs.
3. Evaluatie van de leerprocessen.
4. Evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs.
5. Inleiding in het onderzoek op het gebied van de onderwijswetenschappen en in zijn methoden.
6. Pedagogische benadering van de wetenschappelijke kennis : didactisch, interdisciplinair en epistemologisch aspect.
7. Nadenken over de beroepsidentiteit in verband met het opmaken van het dossier van het onderwijzend personeelslid.

§ 5. Ter aanvulling van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 24 en 25 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, hierna « het decreet van 5 september 1994 » genoemd, en in de artikelen 34 en 35 van het voormelde decreet van 5 augustus 1995, voor de kandidaten voor het GPBHO die houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs vermeld in artikel 9, § 2, lid 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna « het decreet van 8 februari 1999 » genoemd, wordt het volume van de theoretische vorming herleid tot 60 uren.

De inhoudsdelen waarvan de kandidaten vermeld in vorig lid niet vrijgesteld zijn, zijn specifiek voor de vorming van de leerkrachten van het hoger onderwijs. Ze zijn duidelijk geïdentificeerd in het vormingsprogramma voorgesteld door de verantwoordelijke voor de vorming.

**Art. 6. § 1.** De praktische vorming, georganiseerd door en onder leiding van de verantwoordelijke voor de vorming, omvat drie inhoudsdelen : een deel besteed aan praktijkbegeleiding, een deel besteed aan de analyse van de praktijk en een deel besteed aan de beroepsontwikkeling.

§ 2. De begeleiding van de praktijk van de kandidaat voor het GPBHO gedurende een deel van zijn prestaties wordt uitgevoerd door een ploeg bestaande uit leerkrachten van de hogeschool waarin deze zijn ambt uitoefent, « begeleidingsploeg » genoemd.

De hogeschool is ertoe gehouden de begeleiding van de praktijk bepaald in vorig lid uit te voeren voor de leden van haar personeel die ingeschreven zijn voor de vorming van het GPBHO.

De hogeschool waarin de kandidaat voor het GPBHO zijn ambt uitoefent en de verantwoordelijke voor de vorming bepalen samen het ambt van de begeleidingsploeg en brengen daar de kandidaat voor het GPBHO op de hoogte van.

De begeleidingsploeg is samengesteld uit leden van het onderwijzend personeel van de hogeschool die vrijwillig zijn om dat ambt uit te oefenen en die door de raad van bestuur of het beheersorgaan van de hogeschool werden erkend op advies van de pedagogische beheersraad.

De hogeschool kan, met de instemming van haar bestuur, personeelsleden van een andere school in de begeleidingsploeg inschakelen, in het kader van een samenwerkingsakkoord bepaald in artikel 92 van het decreet van 5 augustus 1995.

§ 3. Het deel besteed aan de analyse van de praktijk heeft tot doel pedagogische vaardigheden gedurende de uitoefening van het beroep te doen verwerven.

§ 4. Het deel besteed aan de beroepsontwikkeling heeft tot doel te beantwoorden aan de specificiteit van verschillende gebieden van het hoger onderwijs.

§ 5. Ter aanvulling van de afwijkingen bepaald in de artikelen 24 en 25 van het voormelde decreet van 5 september 1994 en in de artikelen 34 en 35 van het voormelde decreet van 5 augustus 1995, voor de kandidaten voor het GPBHO die houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs vermeld in artikel 9, § 2, lid 1, van het decreet van 8 februari 1999, wordt het volume van de praktische vorming tot 20 uren herleid.

De inhoudsdelen waarvan de kandidaten vermeld in vorig lid niet vrijgesteld zijn, zijn specifiek voor de vorming van de leerkrachten van het hoger onderwijs. Ze zijn duidelijk geïdentificeerd in het vormingsprogramma voorgesteld door de verantwoordelijke voor de vorming.

**Art. 7.** De vorming van het GPBHO wordt geëvalueerd door de verantwoordelijke voor de vorming.

Vóór de evaluatie van de praktische vorming, wint de verantwoordelijke voor de vorming het advies van de leden van de begeleidingsploeg in.

Ze bepalen samen het ogenblik waarop de evaluatie van de praktische vorming plaatsvindt.

De evaluatie van de vorming van het GPBHO wordt bekrachtigd door een attest van welslagen waarvoor geen graad wordt toegekend.

**Art. 8. § 1.** Er wordt een netoverschrijdende externe commissie opgericht, Commissie GPBHO genoemd.

De Commissie GPBHO is belast met het onderzoeken van het beroepsdossier dat ingediend wordt door de kandidaten die een attest van slagen voor de vorming hebben behaald, en met het toekennen van het GPBHO.

Het GPBHO wordt door de Regering gehomologeerd.

§ 2. De Commissie GPBHO is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Algemene Directie Niet Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, uit werkende en plaatsvervangende leden die de in artikel 50 van het decreet van 5 augustus 1995 bepaalde onderwijsnetten vertegenwoordigen, die de vakorganisaties vertegenwoordigen die zitting hebben in het Comité van Sector IX en in het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten Afdeling II, en de verantwoordelijke voor de vorming. Ze omvat ook deskundigen die een bevoegdheid hebben in de specialiteit van de kandidaat, voorgedragen door de Algemene Raad van de hogescholen.

De Regering bepaalt de samenstelling van de Commissie GPBHO.

§ 3. De Commissie GPBHO wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of diens afgevaardigde. De adjunct-directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of diens afgevaardigde is de ondervoorzitter.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de werkende en plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare termijn van vier jaar aangesteld.

Het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden is kosteloos. Ze hebben recht op de reglementaire vergoedingen voor reiskosten.

De Commissie GPBHO wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangende secretaris, aangesteld door de Regering uit de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die houder zijn van de graad van attaché.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris zijn niet stemgerechtigd.

§ 4. De Commissie GPBHO beraadslaagt en beslist pas geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De adviezen worden bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden gegeven. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter, of van de ondervoorzitter bij afwezigheid van de voorzitter, beslissend.

Ieder werkend lid dat verhinderd wordt een vergadering bij te wonen, brengt daar de voorzitter op de hoogte van en nodigt zijn plaatsvervanger uit om zitting te houden.

De Commissie GPBHO stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.



§ 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de dossiers door de kandidaten voor het GPBHO, voor het beheer ervan en de mededeling van de beslissingen.

Iedere kandidaat voor het GPBHO die zijn beroepsdossier bij de Commissie GPBHO indient, kan worden gehoord door die commissie, indien deze daar de wens toe uitdrukt.

Binnen een door de Regering vast te stellen termijn die volgt op de datum van ontvangst van het beroepsdossier van een kandidaat voor het GPBHO, is de Commissie GPBHO ertoe gehouden :

— ofwel een met redenen omklede beslissing tot toekenning van het GPBHO ter homologatie aan de Regering voor te leggen;

— ofwel de kandidaat te verwittigen dat zij niet van plan is hem het GPBHO toe te kennen, waarbij zij haar beslissing met redenen omkleedt. De kandidaat beschikt dan over een termijn die door de Regering wordt vastgesteld om een klacht in te dienen bij de Commissie GPBHO. In dit geval is de Commissie ertoe gehouden de Regering op de hoogte te brengen van haar met redenen omklede beslissing binnen een door deze vast te stellen termijn.

De in vorige paragraaf bepaalde termijn wordt gedurende de maanden juli en augustus geschorst.

§ 6. De kandidaat voor het GPBHO aan wie de Commissie GPBHO de toekenning van het GPBHO werd afgewezen, kan een nieuw dossier indienen binnen een door de Regering vast te stellen termijn.

**Art. 9.** Op het einde van hun studies spreken de nieuwe houders van het GPBHO de eed van Socrates uit of ondertekenen die, luidens welke zij zich ertoe verbinden al hun krachten en al hun bekwaamheid ten dienste te stellen van het onderwijs voor alle studenten die hun worden toevertrouwd. Die verbintenis wordt op hun getuigschrift vermeld.

#### HOOFDSTUK 4. — *De praktische organisatie van het GPBHO*

**Art. 10.** Niemand kan zich inschrijven voor de vorming van het GPBHO als hij geen houder is van een academisch bekwaamheidsbewijs dat, binnen een hogeschool, zijn aanwerving toelaat in een ambt van leermeester praktische vorming, meesterassistent of docent en als hij niet een van deze ambten uitoefent.

De kandidaten voor het GPBHO worden toegelaten de vorming van het GPBHO te verdelen over meerdere academiejaren.

**Art. 11.** § 1. De universitaire instellingen die studies van de 2de cyclus organiseren, de hogescholen die een economische categorie hebben met studies van het lange type en de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreiken aan de houders van een diploma van het hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden toegelaten de vorming van het GPBHO te geven.

De gediplomeerden van de 2de universitaire cyclus schrijven zich in voor de vorming van het GPBHO in een universitaire instelling die toegelaten is de studies van de tweede cyclus te organiseren die ze hebben gevolgd.

De gediplomeerden van een 2de cyclus van de economische categorie van het lange type van een hogeschool schrijven zich in voor de vorming van het GPBHO in een hogeschool die toegelaten is de studies te organiseren van een 2de cyclus die ze hebben gevolgd.

Ze zijn echter niet toegelaten zich in te schrijven voor de vorming van het GPBHO georganiseerd door de hogeschool waar ze les geven. In dat geval schrijven ze zich in voor de vorming van het GPBHO in een andere hogeschool die toegelaten is de studies van de 2de cyclus te organiseren die ze hebben gevolgd of in een universitaire instelling die toegelaten is de studies van de 2de cyclus te organiseren in de afdeling economische wetenschappen voor de titularissen van een diploma van licentiaat in de handelswetenschappen of van industrieel ingenieur, de studies van de 2de cyclus in de afdeling politieke wetenschappen voor de titularissen van een diploma van licentiaat in de administratieve wetenschappen.

De andere kandidaten voor het GPBHO schrijven zich in voor de vorming van het GPBHO in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreikt aan de houders van een diploma van het hoger onderwijs.

Een kandidaat voor het GPBHO die houder is van een diploma van een 2de cyclus uitgereikt door een universitaire instelling of door de economische categorie van het lange type van een hogeschool, kan een afwijking genieten die hem toelaat de theoretische of praktische vorming van het GPBHO te verwerven in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreikt aan de houders van een diploma van het hoger onderwijs. De gemotiveerde aanvraag wordt bij de minister van hoger onderwijs ingediend, die de afwijking toekent.

§ 2. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de vorming van het GPBHO georganiseerd in een universitaire instelling of in een hogeschool en het inschrijvingsgeld voor de examens, stemt overeen met dat van de aggregatie.

De kandidaat voor het GPBHO die zijn vorming verdeelt over meerdere academiejaren moet slechts een keer inschrijvingsgeld betalen voor de vorming van het GPBHO.

**Art. 12.** § 1. Met inachtneming van artikel 9 van voornoemd decreet van 5 september 1994, om het onderwijs te verstrekken, kunnen de universitaire instellingen die de vorming van het GPBHO organiseren, samenwerken met andere universitaire instellingen. Met inachtneming van artikel 20 van het decreet van 5 september 1994, om het onderwijs te verstrekken, kunnen de universitaire instellingen die de vorming van het GPBHO organiseren, samenwerken met de hogescholen.

Deze samenwerkingsverbanden hebben tot gevolg dat uitdrukkelijke samenwerkingsovereenkomsten opgesteld worden tussen de instellingen, die onderworpen zijn aan de erkenning van de Regering.

De Regering stelt de nadere regels voor de erkenning van de samenwerkingsovereenkomsten vast.

§ 2. Met inachtneming van de artikelen 30 en 92 van het decreet van 5 augustus 1995, om het onderwijs te verstrekken, kunnen de economische afdelingen van het lange type van de hogescholen die een vorming van het GPBHO organiseren, samenwerken met universitaire instellingen of met hogescholen.

Deze samenwerkingsverbanden hebben tot gevolg dat uitdrukkelijke samenwerkingsakkoorden opgesteld worden tussen de instellingen, die onderworpen zijn aan de erkenning van de Regering.

De Regering stelt de nadere regels voor de erkenning van de samenwerkingsakkoorden vast.

§ 3. Met inachtneming van artikel 114 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, om het onderwijs te verstrekken, kunnen de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die de vorming van het GPBHO organiseren, samenwerken met andere onderwijsinrichtingen.

Deze samenwerkingsverbanden hebben tot gevolg dat uitdrukkelijke overeenkomsten opgesteld worden tussen de instellingen, die onderworpen zijn aan de erkenning van de Regering.

De Regering stelt de nadere regels voor de erkenning van de overeenkomsten vast.

#### HOOFDSTUK 5. — *Aanvullende en slotbepalingen*

**Art. 13.** In het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1997, 2de streepje, worden de woorden « de vorming van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (GPBHO) in de hogescholen » ingevoegd tussen de woorden « o.m. » en de woorden « bijscholing ».

**Art. 14.** In artikel 15 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 30 juni 1998 en 8 februari 2001, wordt een 9° toegevoegd, luidend als volgt : « 9° Groep I : de studies met betrekking tot de vorming van het GPBHO georganiseerd in een onderwijs van het lange type van de in artikel 12, 3°, van dit decreet bedoelde afdeling. »

**Art. 15.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 31 mei 1997 en 8 februari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in 1° wordt een punt *i*) toegevoegd, luidend als volgt : « *i*) Groep I : 0,5 punt »;
2. een punt 5° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 5° De studenten die overeenstemmen met Groep I die in acht wordt genomen voor de financiering, zijn deze die geslaagd zijn voor de vorming van het GPBHO gedurende het academiejaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat. »

**Art. 16.** In voornoemd decreet van 5 augustus 1995, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 21bis, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 17 juli 1998 en 8 februari 2001, wordt een lid 4 toegevoegd, luidend als volgt : « In afwijking van lid 1, omvatten de studies voor het bekomen van een getuigschrift van geslaagde voor de vorming van het GPBHO georganiseerd in het economisch hoger onderwijs van het lange type, onderwijsactiviteiten waarvan het aantal uren vastgesteld is overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan. »

**Art. 17.** In de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 28, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1997 en 1 oktober 1998, wordt 5° aangevuld met de woorden « en de vorming van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs ».

2° In lid 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « hoger onderwijs noch de vorming van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « de aggregatie van het secundair onderwijs » en de woorden « bedoeld bij groep E ».

**Art. 18.** Artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de decreten van 12 december 2000 en 20 december 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het personeelslid bedoeld in § 1, lid 1, met uitzondering van de meesterassistenten belast met het administratief en juridisch beheer en de meesterassistenten belast met het financieel en boekhoudkundig beheer, moet houder zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs, bepaald bij het decreet van 17 juli 2002 ».

**Art. 19.** In artikel 46 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 31 mei 1999 en 20 juli 2000, wordt het volgend lid ingevoegd tussen de leden 2 en 3 :

« In afwijking van artikel 9, § 2, worden de leermeesters praktische vorming, de meesterassistenten en de docenten in functie in een hogeschool als tijdelijken tussen 1 februari 1999 en 1 september 2002 geacht te voldoen aan de voorwaarden inzake de vereiste bekwaamheidsbewijzen om in vast verband benoemd of aangeworven te worden indien ze houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen : diploma van onderwijzer(es) voorschools onderwijs, het diploma van onderwijzer(es) lager onderwijs, geaggregeerde lager secundair onderwijs, geaggregeerde hoger secundair onderwijs, geaggregeerde hoger onderwijs, getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, getuigschrift van gemiddelde technische normale cursussen of diploma van pedagogische bekwaamheid. »

*Afdeling 3. — Inwerkingtreding*

**Art. 20.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

---

Nota

(1) Zitting 2001-2002 :

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 290-1. — Commissieamendementen, nr. 290-2. — Verslag, nr. 290-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.



F. 2002 — 2952

[C — 2002/29384]

**4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment les articles 109, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, b; 234, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, b et 364, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, b;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2002;

Vu le protocole de négociation du 26 avril 2002 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics, provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.547/2 du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2002 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique et de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Avant d'être désignée ou engagée comme temporaire à durée indéterminée dans une Ecole supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française, toute personne doit se soumettre à un examen médical organisé par le service de santé administratif.

CHAPITRE II. — *Des conditions et modes d'admissibilité*

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions spéciales prévues en exécution de la loi du 27 mai 1947, ne satisfait pas à l'examen médical le candidat qui souffre d'une infirmité ou d'une affection stabilisée incompatible avec l'exercice normal de la fonction à conférer.

**Art. 3.** Si le service de santé administratif n'a pu juger avec certitude des aptitudes physiques du candidat, celui-ci peut être déclaré admissible sous réserve. Il peut être désigné comme temporaire à durée indéterminée et nommé à titre définitif. Du point de vue des aptitudes physiques, il est admis sous réserve.

**Art. 4.** Le candidat, atteint d'une affection en cours d'évolution ou sujette à récurrence et susceptible d'empêcher l'exercice normal de la fonction à conférer, est ajourné.

Dès qu'il est constaté que l'affection dont souffre le candidat ne présente aucun danger de contagion et que son entrée en service n'est pas susceptible de nuire à sa guérison ou de la retarder notablement, il peut être déclaré admissible sous réserve.

**Art. 5.** A la demande du Pouvoir organisateur, le membre du personnel, désigné comme temporaire à durée indéterminée ou nommé à titre définitif, visé à l'article 3, est soumis à un nouvel examen au moins tous les six mois. Le service de santé administratif peut le convoquer à plus brève échéance pour subir un tel examen.